

La Turquie, en première ligne de nos intérêts

Par **HÉLÈNE FLAUTRE** Députée européenne, présidente de la délégation parlementaire UE-Turquie et **AHMET INSEL** Professeur à l'université de Galatasaray

En Turquie, il est loin le temps où, rîvés aux moindres bribes de rumeurs sur le rapport annuel attendu et redouté de la Commission européenne, les politiques et les commentateurs faisaient assaut de spéculations pour anticiper l'avenir ! C'était le temps où l'Union aimait contempler sa nouvelle puissance dans la vitalité de sa politique d'élargissement. Ses recommandations commandaient l'agenda des réformes, et leur mise en œuvre offrait, à qui le voulait, la preuve par neuf de l'existence de l'Europe.

C'est au moment où les enjeux stratégiques communs ne sont jamais apparus plus pressants que la perspective européenne de la Turquie s'éloigne.

De fait, en Turquie, jusqu'après l'ouverture des négociations, une puissante vague démocratique légitimée et soutenue par l'Union européenne avait déferlé sur le pays, balayant la domination militaire et la culture politique des coups d'Etats !

Aujourd'hui, les penchants autoritaires ou nationalistes contrarient le cercle vertueux des réformes démocratiques. Et, sept ans après l'ouverture des négociations, le processus pour l'adhésion de la Turquie à l'Europe est au point mort.

Pourtant, au voisinage de l'Europe, dans cette zone stratégique pour la paix et la sécurité du continent, la Turquie est en première ligne de nos intérêts : de l'accueil des réfugiés syriens au soutien aux révolutions arabes, des négociations sur le nucléaire iranien à la résolution du conflit chypriote et à la mise en place d'une politique de défense européenne, sans oublier les questions kurde et arménienne.

Et si la devise «Zéro problème avec les voisins» du ministre Davutoglu a pris l'eau, les pays européens comprennent qu'ils pourraient bien, eux, boire la tasse. Conscients des enjeux et du rôle éminent de la Turquie dans l'élaboration des réponses qui prendront forme sur le terrain, les dirigeants européens ne manquent pas d'égard à l'endroit du Premier ministre turc, M. Erdogan, et de son ministre des Affaires étrangères, et intensifient les conversations bilatérales sur tous les fronts.

Ainsi, c'est au moment où les enjeux stratégiques communs ne sont jamais apparus plus pressants que la perspective européenne de la Turquie s'éloigne.

Les partisans en Europe d'un partenariat «privilegié» avec la Turquie pourraient se réjouir de cette conjoncture, la trouver favorable et espérer entériner l'affaire à moindres frais politiques. Mais le pari serait hasardeux. La sécurité régionale est en jeu. Et l'assurance de relations partenariales approfondies ne saurait soulager la frustration et l'amertume d'une rupture de la promesse d'union. Les points de vue culturalistes seraient alors appelés à la rescousse pour argumenter, a posteriori, la dégradation inéluctable de la situation et des relations. Le statu quo n'est pas une option.

In fine ce sont les valeurs européennes qui seraient affaiblies, tant à l'intérieur par renoncement à reformuler l'union dans la diversité, qu'à l'extérieur, où la Turquie serait encouragée à s'en différencier. Si

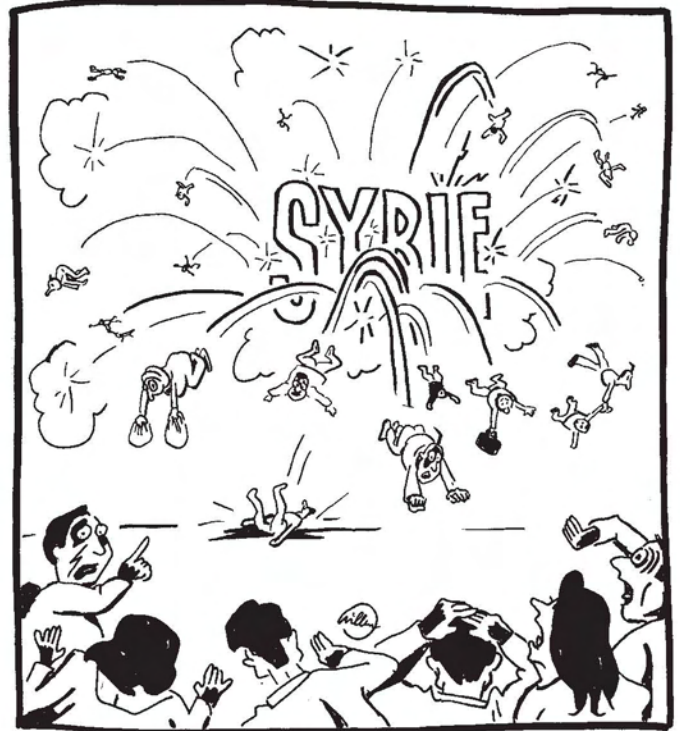
l'Europe devait échouer avec un pays candidat depuis plus de quarante ans, un de ses fidèles alliés stratégiques depuis soixante ans, les conséquences en seraient immédiates sur l'état des relations avec les pays voisins méditerranéens.

Au contraire, la relance de la dynamique intégratrice offrirait à l'Europe, et à ses Etats, une opportunité sans égal d'approfondir sa présence dans la région, d'optimiser son action en faveur de la paix et de la démocratie, de peser sur les réformes démocratiques en Turquie. A elle seule la France peut contribuer de façon décisive à lancer cet élan démocratique.

La France dispose de quatre veto sur quatre chapitres de négociation, veto qu'elle a posés unilatéralement pour s'opposer à l'adhésion, obstruant un processus pourtant décidé au Conseil à l'unanimité. Ces veto sont improductifs. En effet, il n'y a aucune condition que la Turquie puisse remplir pour obtenir leur levée ! Contrairement aux huit chapitres bloqués par le Conseil en vue d'obtenir l'ouverture des ports et aéroports turcs aux transporteurs chypriotes.

Ainsi, la France peut agir seule, rapidement, avec effet immédiat, pour réactiver une relation loyale et fiable avec la Turquie, retrouver un puissant levier de démocratisation, gagner du leadership et de l'influence en Turquie, en Méditerranée, y compris en Europe. Y a-t-il une seule bonne raison de nous en priver ?

L'ŒIL DE WILLEM



Déjà neuf ans de prison pour Khodorkovski

Par **Un groupe de personnalités françaises et internationales**

Monsieur le Président de la Fédération de Russie, Alors que deux chanteuses et militantes politiques, membres des Pussy Riot, sont envoyées pour deux ans dans des camps de travail et qu'approche le 9^e anniversaire de l'enfermement de Mikhaïl Khodorkovski, tous trois reconnus prisonniers de conscience par Amnesty International, nous, les soussignés, appelons votre attention sur une question qu'il est en votre pouvoir de résoudre. Le 8 février, le Comité sur la société civile et les droits de l'homme relevant du Kremlin, et constitué d'experts indépendants, a soumis à votre prédécesseur et actuel Premier ministre, Dmitri Medvedev, une liste de personnes (médecins, économistes, professeurs, écrivains...) considérées comme illégalement détenues dans votre pays, sujet à des procès non conformes aux règles d'un Etat de droit, ou persécutés pour leurs opinions. Monsieur Medvedev n'a pas résolu ce problème qui devient chaque jour plus urgent. Certains de ces prisonniers sont dans des conditions de santé critiques, telle Taisya Osipova, mère d'une petite fille de 5 ans, membre du mouvement d'opposition l'Autre Russie, qui est diabétique et souffre de pancréatite. D'autres sont en prison depuis près d'une décennie, comme Mikhaïl Khodorkovski et Platon Lebedev, reconnus «prisonniers de conscience» par Amnesty International.

Des prisonniers, dont vous connaissez les noms, ne figurent pas sur cette liste car ils sont décédés à la suite de traitements inhumains et de tortures. Ainsi Sergueï Magnitski ou Vassily Aleksanian, avocats, tous deux âgés de moins de 40 ans, ont-ils succombé à leur passage en prison dans des conditions indignes d'un Etat supposé partager les valeurs communes reconnues par la convention européenne des droits de l'homme. Personne d'autre ne devrait subir ce sort.

Tous les pays et toutes les cours de justice commettent des erreurs, parfois. Il serait à votre honneur de le reconnaître et de libérer ces personnes, un droit que vous accordez à tout instant votre Constitution. Nous cherchons à améliorer les relations de partenariat entre votre pays et le nôtre, mais ce ne sera possible que dans un environnement qui promeut, respecte et garantit l'Etat de droit.

Monsieur le Président, alors que vous débutez un nouveau mandat et que certaines lois jugées liberticides viennent d'être adoptées dans votre pays, les yeux du monde sont fixés sur vous. Nous vous demandons la libération immédiate des prisonniers politiques en Russie afin d'envoyer à votre peuple et au monde le signal de l'avènement d'une nouvelle Russie, moderne, démocratique et respectueuse des valeurs universelles des droits de l'homme.

Parmi les signataires : Bernard Kouchner, Daniel Cohn-Bendit, Enki Bilal...

La liste complète sur : <http://www.khodorkovskiy.com/french-liberation-publishes-open-letter-demanding-the-release-of-political-prisoners-in-russia/>